

14-11-1995

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
Séance du 9 novembre 1995.

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président,

Section française:

monsieur JACOBS, vice-président,
messieurs BERTOUILLE, LURQUIN et MOORAT,
membres effectifs.

Section néerlandaise:

monsieur CROISIAU, vice-président,
monsieur BOES, membre effectif,
madame CLAES, membre suppléant.

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration,
monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration -
adjoint bilingue

27.083/I/PN
RC/DV

Par lettre du 21 avril 1995, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au Développement a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Administration générale de la Coopération au Développement (A.G.C.D.).

Sur la base des articles 60, § 1 et 61, §§ 2 et 5, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (L.L.C.), la C.P.C.L., siégeant sections réunies

a examiné ce projet en ses séances des 4 mai, 21 septembre, 26 octobre et 9 novembre 1995 et a émis en cette dernière séance l'avis unanime suivant.

*

* *

Les cadres linguistiques actuels de l'A.G.C.D. ont été fixés par l'arrêté royal du 25 novembre 1982.

Le ministre propose d'adapter comme suit les cadres linguistiques.

1. Cadre fixe

Degrés	Cadre N	Cadre F	Bil.N	Bil.F
1	4	4	1	1
2	10	10	2	2
3	16	17		
4	11	12		
5	10	9		
6	36	36		
7	26	25		
8	11	11		

2. Cadre en extinction

Degrés	Cadre F	Cadre N
5	1	-
6	2	3
7	1	-

Les organisations syndicales ont été consultées.

*

* *

I. Emplois de direction

La C.P.C.L. émet un avis favorable à la répartition proposée qui est conforme aux prescrits de l'article 43, § 3, des L.L.C., tant en ce qui concerne l'égalité numérique que le nombre d'emplois bilingues.

II. Degrés 3 à 8

Dans l'arrêt n° 16.342 du 2 avril 1974, relatif à l'annulation des degrés 3 à 12 des cadres linguistiques précédents de l'A.G.C.D., le Conseil d'Etat dit que "l'article 43 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 fait obligation au gouvernement de tenir compte du volume des affaires traitées dans chacune des langues nationales par l'administration dont elle doit fixer le cadre linguistique et, corrélativement, de vérifier si la proportion des affaires traitées dans chacune de ces langues procède d'une application exacte, au sein de cette administration, des lois coordonnées".

Il estime en outre que "Notamment, le Roi doit veiller à ce que la fixation de cadres linguistiques strictement proportionnels au volume des affaires traitées ne risque pas de compromettre les intérêts moraux et matériels de l'une des collectivités linguistiques ou de porter atteinte au respect de l'une des langues nationales".

A la demande de la C.P.C.L., le Secrétaire d'Etat a communiqué des données chiffrées concernant la coopération bilatérale directe et la coopération bilatérale indirecte, c'est-à-dire les relations avec les organisations internationales, les universités et les organisations non-gouvernementales (O.N.G.).

De plus, il a fourni une description des missions de l'A.G.C.D. et son organigramme qui comprend outre la Direction générale "Aide indirecte", deux directions d'administration "Service support" et "Services administratifs" et deux directions générales "Aide directe".

Parallèlement à la description des tâches à remplir, il a également communiqué la répartition, par direction, des 254 unités prévues au cadre organique de l'administration générale de la Coopération au Développement.

Renseignements communiqués

I. Coopération bilatérale directe

La correspondance avec les ambassades belges à l'étranger se fait en néerlandais ou en français selon le rôle linguistique auquel appartient le responsable du dossier à Bruxelles ou à l'étranger.

La correspondance avec les autorités des pays avec lesquels nous coopérons se fait selon le cas en français, en néerlandais, en anglais ou en espagnol.

II. Coopération indirecte

1) Coopération avec les O.N.G.

Budget: ± 2,8 milliards.

Celui-ci comprend:

Financement de programme	720 millions
Financement de projet	880 millions
O.N.G. éducation	170 millions
Coopérants - O.N.G.	895 millions
Bourses d'études	23 millions

Cette collaboration a lieu via les 160 O.N.G. reconnues par l'A.G.C.D. qui sont réparties comme suit:

69 néerlandophones ayant leur siège en Flandre ou à Bruxelles
96 francophones ayant leur siège en Wallonie ou à Bruxelles
37 bilingues, établies principalement à Bruxelles.

Il y avait au 1er octobre 860 coopérants O.N.G. dont 412 francophones et 448 néerlandophones.

La correspondance avec les O.N.G. est faite dans la langue de l'O.N.G., et la correspondance relative aux coopérants - O.N.G., dans la langue des intéressés.

2) Collaboration avec les universités belges

Le crédit disponible est de 1,3 milliard, qui est réparti paritairement entre les établissements flamands et francophones.

La coopération se situe à la fois dans les pays en voie de développement et en Belgique, celle-ci étant fixée en accord avec le Vlaamse Interuniversitaire Raad (V.L.I.R.) 557,9 millions et le Conseil Interuniversitaire francophone (C.I.U.F.) 536,4 millions.

La coopération universitaire comprend: (en millions)

	E	N
Projets d'Outre mer	78,5	362
Intervention dans les frais de fonctionnement des universités belges qui accueillent des étudiants des pays en voie de développement	435,5	148,9
Bourses de post graduat	36	110
	15	16
Secrétariat C.I.U.F - V.L.I.R.	2,9	3,3

La correspondance est traitée en néerlandais, en français et parfois en anglais.

- 3) Coopération avec l'A.P.E.F.E. (Association pour la Promotion de l'Enseignement et de la Formation à l'Etranger) et le V.V.O.B. (Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelingssamenwerking en Technische Bijstand).

Crédit: 2 X 280 millions

Répartition: A.P.E.F.E. 154 experts F
V.V.O.B. 190 experts N

La correspondance avec les deux organisations et avec les intéressés a lieu en néerlandais ou en français.

- 4) Coopération multilatérale (Budget 5,5 milliards)

Il s'agit de la coopération avec l'Union européenne, les Nations Unies, la Banque Mondiale, etc...

La D.G. 60 gère les aides financières relatives aux programmes d'aide opérationnelle à ces organisations. Elle prend également part aux nombreuses réunions internationales où les stratégies et thèmes de développement sont abordés (dette publique, adaptation structurelle, sécurité alimentaire, prévention de conflit, promotion de la femme, milieu, etc...).

La correspondance avec ces organismes est traitée via nos représentants permanents à New York, Genève, Rome, Paris, Vienne et Washington, en général dans la langue de l'agent traitant à l'A.G.C.D.

Lorsqu'on traite directement avec ces organismes, cela se passe la plupart du temps en anglais, et parfois en français.

5) Aide alimentaire et aide d'urgence (Budget ± 1,1 milliard).

Il s'agit de livraisons de nourriture, de médicaments, de matériel médical, de couvertures, de tentes, etc...

L'exécution des livraisons se passe en collaboration avec les institutions internationales (Croix-Rouge) et les O.N.G. belges.

Les dossiers sont traités en néerlandais ou en français (parfois en anglais).

Conclusion

La C.P.C.L. marque son accord à la proposition 110N-110F pour le cadre fixe et 3N-4F pour le cadre en extinction des degrés 3 à 8, qui prend en considération le volume des affaires traitées en français et en néerlandais ainsi que les deux critères subsidiaires tels qu'ils ont été définis dans l'arrêt du Conseil d'Etat n° 16.342 du 2 avril 1974 précité.

Aux degrés dont le nombre total est impair, la C.P.C.L. estime qu'il y a lieu de conférer alternativement un emploi supplémentaire au cadre français et au cadre néerlandais. Par conséquent, elle émet l'avis que les emplois des 3^{ième}, 4^{ième}, 5^{ième} et 7^{ième} degrés doivent être répartis de la façon suivante:

	Cadre N	Cadre F
3 ^{ième} degré	16	17
4 ^{ième} degré	12	11
5 ^{ième} degré	9	10
7 ^{ième} degré	26	25

Le présent avis est notifié au secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement qui, conformément à l'article 61, § 3, 2^{ème} alinéa des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 9 novembre 1995.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.M. BUSINE Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS